Archive. Quand Jean-Luc Mélenchon justifiait les bombardements
Public Sénat



Regarder sur

Archive. Quand Jean-Luc Mélenchon justifiait les bombardements sur les rebelles syriens

Depuis la chute de Bachar Al-Assad, certaines déclarations de responsables politiques conciliant avec le régime dictatorial refont surface. En octobre 2015 par exemple dans l'émission « Preuves par 3 » sur Public Sénat, Jean-Luc Mélenchon estimait que les bombardements russes et syriens faisaient partie d'une guerre nécessaire contre les rebelles.

Par Rédaction Public Sénat

Temps de lecture : 4 min

Publié le 10/12/2024 à 18:25

Mercredi 27 novembre 2024. L'offensive des rebelles, qui se soldera par la chute du régime d'Assad, est lancée depuis Idleb, dernier bastion de l'opposition. 48 heures plus tard, alors que les combattants progressent vers Damas, Jean-Luc Mélenchon tient une conférence à Paris. Il s'amuse de ces « rebelles habillés de pied en cap dans des camions tout neufs », qui auraient été achetés « à la boutique du coin où ils sont allés acheter leurs bazookas, leurs fusils et des Toyota flambant neuves ».

Qui a fourni ce matériel ? Selon le triple candidat à la présidentielle, « un sénateur américain aurait vendu la mèche, en disant qu'Al-Qaida a toujours été notre agent d'intervention. » La CIA serait-elle derrière le renversement de Bachar Al-Assad ? Pour appuyer ses propos, Jean-Luc Mélenchon cite des révélations du « fil d'Informations ouvrières », le journal hebdomadaire du Parti ouvrier indépendant

En 2015 déjà, sur Public Sénat

En 2015 sur Public Sénat, Jean-Luc Mélenchon donnait déjà sa propre version des faits sur la Syrie. Au mois de mars, la grande ville du nord-ouest du pays tombe entre les mains des islamistes du Front al-Nosra. Dans les semaines qui suivent, les rebelles progressent rapidement vers Damas et le régime d'Assad est sur le point de vaciller. En septembre de la même année, la Russie décide d'intervenir militairement pour venir en aide à son allié, acculé par les rebelles. Les premières frappes aériennes russes débutent le 30 septembre. Au mois d'octobre, les bombardements s'intensifient, et visent les régions d'Idlib, de Homs et de Hama, tuant des centaines de civils. Tout au long de l'année, les ONG s'alarment à intervalles réguliers de l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Assad dans sa lutte contre les rebelles.

Mais Jean-Luc Mélenchon n'est pas convaincu par les rapports de ces organisations. Le 20 octobre 2015, dans l'émission *Preuves par 3* présentée par Michel Grossiord et Perrine Tarneaud sur Public Sénat, il remet en cause la fiabilité de ces informations. « Si c'est une ONG [qui le dit], doit-on [la] croire pour autant ?. [...] Pourquoi pas me croire moi ? J'ai au moins d'aussi bonnes informations. Croyez-moi ! ». L'Insoumis poursuit en

par ailleurs vue comme bénéfique, car Moscou parvient « avec un certain succès à bombarder Daesh ». Pour cette raison, selon Jean-Luc Mélenchon, il n'y a pas lieu de lui reprocher de « bombarder les opposants et la population civile » lors des opérations visant les rebelles syriens.

S'adressant aux deux journalistes de Public Sénat, Jean-Luc Mélenchon affirme : « Vous pensez qu'il faut faire tomber Bachar al-Assad à n'importe quel prix ? Et bien moi, je ne suis pas d'accord pour qu'il tombe à n'importe quel prix. Je suis pour qu'il s'en aille et pour qu'il y ait un gouvernement d'Union nationale, mais il s'en ira quand les circonstances seront réunies. Il faut que ce soit un accord honnête, sinon ce sera la Libye bis »

Revirement à 180 degrés

Depuis l'annonce de la chute du régime d'Assad, les réactions françaises se multiplient. Sur X, dimanche, le patron des Insoumis s'est « réjoui à 100 % de la chute du régime d'Al-Assad en Syrie ». A-t-il senti le vent tourner ? Il nie en tout cas tout revirement de position. Dans une note de blog publiée lundi, il estime qu'il serait « faux » de dire qu'il a été conciliant avec le dictateur syrien, lui qui aurait au contraire fermement « défendu la révolution citoyenne de 2011 ».

A gauche, le député européen Raphaël Glucksmann a pointé du doigt lundi les déclarations passées du dirigeant insoumis. « J'entends les commentaires des gens qui n'ont jamais rien dit pour condamner les crimes de Bachar, qui ont tout fait pour les excuser, même [...]. Ces gens-là devraient avoir honte. »

Dans la même thématique

4min

POLITIQUE

Elections en Espagne : “Les coalitions entre le Parti populaire et Vox fonctionnent très bien”, assure cet eurodéputé espagnol conservateur

Des élections législatives anticipées auront lieu en Espagne le 29 novembre. Le Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sanchez peut-il obtenir une majorité parlementaire et éviter une coalition entr...

Le 21 novembre 2026

5min

POLITIQUE

« Parler, c’est déjà pendant l’enfance

Victime d’agressio de huit et treize ar son long parcours

Le 21 novembre 2026

LE DIRECT

Ajoutez-nous à vos sources sur Google

Retrouvez-nous sur :

Accès rapide

- En direct
- Replay
- L'Actualité
- Notre programme
- Nos documentaires
- Nos émissions
- Nos podcasts
- Archives

Services

- Espace Presse
- Nous contacter
- Newsletter
- Où nous voir ?
- Recrutement
- Flux RSS

À propos

- L'équipe
- Conseil d'administration
- Comité d'éthique
- Le site du Sénat
- Nos partenaires
- Marchés publics
- Rapport d'activités
- Appel à projets documentaire